

## SOMALIE

11

### ENJEU

La poursuite des combats en Somalie entre les différentes factions et les sous-clans et l'absence de toute autorité centrale font que la situation des droits de la personne n'est guère satisfaisante dans ce pays. En dépit des multiples initiatives de paix qui ont suivi le décès du général Mohamed Farah Aideed en août, les combats ont repris à l'automne, surtout à Mogadishu, ce qui explique les faibles progrès enregistrés dans la situation des droits de la personne en Somalie en 1996.

### CONTEXTE

La situation n'a guère changé depuis l'effondrement de l'État de Somalie en 1991 à la suite du renversement du régime répressif de Siad Barre. En l'absence d'une autorité centrale ou d'un gouvernement reconnu, des abus de divers ordres découlant du conflit civil entre les factions et les clans continuent d'être perpétrés. L'ampleur de ces abus varie dans les trois centres de pouvoir : le Sud (y compris Mogadishu), zone très instable et en proie à la violence endémique, a affiché le bilan le plus sinistre; le Nord-Est a été relativement calme; et le Nord-Ouest, où l'administration sécessionniste (qui a proclamé la « République du Somaliland ») se heurte à l'opposition des factions claniques, a enregistré le moins d'abus déclarés.

8

De nombreuses populations restent déplacées et continuent de vivre dans la terreur entretenue par les constants affrontements entre factions rivales et les violations des droits de la personne. Les milices et les bandes armées se sont livrées à des exécutions extrajudiciaires, à l'intimidation, à la détention, au viol et à l'enlèvement.

Les combats ont repris en août-septembre 1996 et de nombreux civils ont été tués délibérément ou par des tirs aveugles. La plupart des organisations non gouvernementales internationales avaient évacué son personnel étranger au début de 1995, craignant pour sa sécurité. Les personnes restées dans le pays risquent toujours l'enlèvement ou la détention temporaire aux mains de diverses milices ou individus. Les organisations internationales de secours, en particulier les organismes de l'ONU, font surtout appel à leur personnel national pour venir en aide à la population assiégée.

9

Il faut signaler toutefois un événement positif en 1996, à savoir la formation de gouvernements régionaux à Waamo et à Mudug, motivée essentiellement par le désir des dirigeants locaux d'obtenir le maximum des contributions et des projets liés à l'aide. De nombreux observateurs espèrent que d'autres régions suivront la même voie.

La liberté de presse n'existe guère. L'essentiel de l'information provient d'émissions diffusées sur ondes courtes depuis l'étranger. Les rares imprimés qu'on peut trouver se résument à de simples feuillets d'information, habituellement publiés par les différentes factions. Plusieurs publications censément indépendantes circulent sous le couvert de l'anonymat et critiquent le plus souvent les chefs de faction.

10